

1957-58

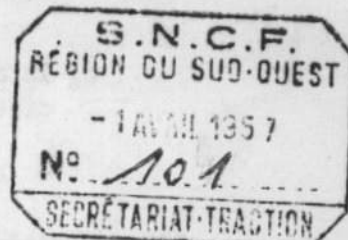
Salaires des agents ayant obtenu
l'annulation de leur sanction d'épuration

Paris, le 27 mars 1957

Direction du Personnel

N/Réf.Pd 371

OBJET : Salaire des agents
ayant obtenu l'annulation
de leur sanction d'épuration



Messieurs les Directeurs des Régions,

DR - SO

M. le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, aux Transports et au
Tourisme nous a demandé de lui indiquer les salaires qu'auraient pu
percevoir ceux de nos agents qui, ayant obtenu l'annulation de la sanction
qui leur avait été infligée au titre de l'épuration administrative, ont
bénéficié d'une reconstitution de carrière.

M. le Chef du Service
MT-VB-AS (S-9)
- pour la suite à donner
- à titre d'information

Ces agents seront classés en 3 catégories :

Paris, le 30 MARS 1957

Ingénieur en Chef affecté à la Direction Régionale

- agents qui n'ont pas été exclus de la S.N.C.F. (rétrogradés, déplacés, etc.)
- agents exclus, mais réintégrés ou réintégrables (agents n'ayant pas atteint l'âge de la retraite au moment du jugement d'annulation)
- agents exclus, ayant atteint l'âge de la retraite entre la date de leur sanction et celle de l'annulation de ladite sanction.

Après avoir classé les intéressés dans la catégorie à laquelle ils appartiennent il sera procédé, compte tenu des reconstitutions de carrière intervenues, au calcul des salaires que ces agents auraient perçus s'ils n'avaient pas été punis.

Ces salaires déterminés suivant les directives ci-dessous, concerneront les diverses périodes (I, II, et III) au cours desquelles l'agent a subi les conséquences de sa sanction.

I - Période de suspension :

au cours de cette période, sera calculée la somme nécessaire pour porter le 1/2 salaire qu'ils ont perçu à l'époque au salaire total (Nos instructions P 1191 du 10 octobre 1944, P 1291 du 22 novembre 1944 et P 1467 du 15 février 1945); il y aura lieu de préciser si, au cours de leur suspension, certains agents ou ex-agents ont été incarcérés pour des motifs étrangers au service, les périodes correspondantes n'ouvrant aucun droit à rappel de salaire.

II - Période comprise entre :

- a) la date d'effet de la sanction et la date du jugement d'annulation ou de la décision gracieuse d'annulation,
- b) la date d'annulation de la sanction et la date de notification de cette annulation à la S.N.C.F. par le Ministre :

au cours de ces périodes sera calculé :

- soit le salaire total, pour les agents exclus
- soit, s'ils n'ont pas été exclus, la différence entre ce que ces agents ont perçu et ce qu'ils auraient dû percevoir s'ils n'avaient pas été punis.

(x) La Direction P a
spécialement
notifié l'urgence
de cet affaire

c) la date de notification de l'annulation et la date de réintégration effective pour les agents exclus, puis réintégrés :

- On calculera le salaire total :

III - Période comprise entre :

- la date d'effet de la sanction et la date de l'admission à la retraite normale pour les agents ayant atteint la limite d'âge réglementaire avant l'annulation de leur sanction :

- Le salaire total, y compris l'allocation de fin de carrière sera calculé.

Par salaire total il faut entendre :

- l'ensemble des éléments fixes de la rémunération imposable augmenté de la valeur moyenne des primes considérées comme accessoires du traitement.

Les sommes résultant des différentes évaluations ci-dessus seront déterminées en considérant la valeur brute des éléments de rémunération et il y aura lieu d'indiquer le montant des cotisations à la C.R. d'une part, à la C.P. d'autre part correspondant aux dites sommes.

Pour les agents exclus, il conviendra de calculer forfaitairement la prime de fin d'année sur sa valeur moyenne, soit Ml. Il sera tenu compte, dans l'évaluation ci-dessus, de la prime de libération si elle n'a pas déjà été versée.

Enfin, le Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics nous prescrivant de demander aux intéressés le montant des sommes qu'ils ont pu gagner, au titre d'une autre activité, pendant leur période d'éviction, je vous serais obligé de bien vouloir faire le nécessaire en conséquence auprès de nos anciens agents auront à faire par écrit une déclaration sur l'honneur des gains qu'ils ont perçus, pour les mêmes périodes que celles prises en considération pour les évaluations ci-dessus.

Il y aura lieu de vérifier, dans la mesure du possible, par enquête, la véracité de ces déclarations.

Je demande d'autre part au Service des Retraites de m'indiquer les arrérages de pension qui ont pu être versés aux agents exclus en application des dispositions de la loi d'amnistie du 6 août 1953.

Le Directeur,
BOURRIÉ.

50 - M

PA4

Pour signature

MINUTE

Est urgent

Neant & Violaine
en 4.57

Neant & P. P. - P. P.
en 4.57

Copie pour : A.M.T. ORLEANS. TOURS. BORDEAUX. LIMOGES. TOULOUSE.

Ateliers de PERIGUEUX. BORDEAUX.

H.



Pour faire le nécessaire le cas échéant et nous transmettre les renseignements de toute urgence.

le 5.4.57

Bordeaux - Carquegnon

arr par #

Toulouse - Aragon

arr par #

Paris, le

LE CHEF DE LA DIVISION
DU SERVICE GENERAL,

[Signature]

Q. M. Dufay 6/5/57.
Ex Supas doit répondre
à T. P. en 10 en milieu temps
qu'aux autres 2^{es} P

5 AVR 1957

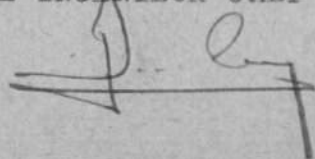
Ap : P 7 a

Monsieur le Chef de la Division
du Service Général - PA4

Salaire des agents ayant obtenu
l'annulation de leur sanction
d'épuration.

Comme suite à votre transmission PA4 de la lettre Pd 37I du 27.3.57 de M. le Directeur du Personnel, je vous rends compte que nous n'avons pas, aux Ateliers de Bordeaux, d'agents qui, ayant obtenu l'annulation de la sanction infligée au titre de l'épuration administrative, ont bénéficié d'une reconstitution de carrière.

L'INGENIEUR CHEF DES ATELIERS,



S.N.C.F.
Région Sud-Ouest
Matériel et Traction
1er Arrondissement
ORLEANS

ORLEANS, le 5 Avril 1957

Ps
P.7 a 1/09

CONFIDENTIEL

Monsieur le CHEF de la DIVISION
du SERVICE GENERAL (PA.4)

Agents ayant obtenu l'annulation de leur sanc-
tion d'épuration -
(Votre transmission PA.4 du 3/4 de la lettre Pd
371 du 27.3.57)

N E A N T

La condamnation de l'ex EM PRADEAU
Alfred, du bureau du 1er A.M.T. n'ayant pas
été amnistiée (votre lettre PA.4 du 25.6.51)
ni, à notre connaissance, annulée depuis
cette date.

L'INGENIEUR C.A.M.T.,^{1er}

Cec



17 P 9

FICHET REMPLAÇANT LES ÉTATS

" NÉANT "

M _____

A _____

Les renseignements (1) eu l'état (1) PAH liste de agents ayant obtenu l'annulation de leur
demandé par V/Réf. n° Id 391 du 27.3.57 sauf sanction d'expiration 195

sont (1) } NÉANT
est (1) }

pour la période du _____ au _____ 195

et pour le ou les Etablissements désignés ci-après _____

l'ensemble de votre ArrondissementA Paris le 18 AVRIL 1957 195

Le Chef de la Subdivision
des Approvisionnements

Carragnew

M^r Lalandie F
du es. n. 57

les renseignements nous
seront adressés au début de
la semaine prochaine

SM

Aragon Toulouse

19
—
18
—
17
—
16
—
15
—
14
—
—
—
12
—
11
—
10
—
9
—
8

Tours , le 29 Avril 1957

II p

Monsieur le Chef de la Division
du Service Général- PARIS .

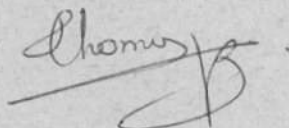
(PA 4)

Salaire des agents ayant obtenu l'annulation
de leur sanction d'épuration -

- lettre SCP Pd 371, du 27.3.57
- Votre transmission du 3.4.57 .

Nous n'avons pas d'agent ou d'ex-agent ayant
obtenu l'annulation de leur sanction d'épura-
tion .

7 L' Ingénieur Chef d'Arrondissement
du Matériel & de la Traction ,

Chomay


2°) - Cas du CBRO2 PENICAUD Joseph :

a) - Période de suspension :

Pendant cette période (du 8.9.44 au 1er .7.45) Monsieur PENICAUD a perçu sa solde entière .

b) - Période comprise entre la date d'effet de la punition et celle de sa mise à la réforme (1.7.45 au 24.11.45) :

- Salaire total brut perçu par l'intéressé, y compris l'allocation de fin de carrière, en qualité de SCBRO : 27.441 Fr, cotisation Caisse des Retraites : 1.396 Fr.

- Salaire total brut qu'aurait pu percevoir l'intéressé, y compris l'allocation de fin de carrière, en qualité de CBRO2 : 34.376 Fr, cotisation Caisse des Retraites : 1.782 Fr.

c) - Ci-joint, une déclaration sur l'honneur du CBRO2 PENICAUD.

Il ne nous a pas été possible de déterminer le montant des cotisations à la Caisse de Prévoyance.-

II - AGENTS EXCLUS, MAIS REINTEGRES OU REINTEGRABLES :

- N E A N T -

III - AGENTS EXCLUS, AYANT ATTEINT L'AGE DE LA RETRAITE ENTRE LA DATE DE LEUR SANCTION ET CELLE DE L'ANNULATION DE LADITE SANCTION :

- N E A N T -

L'INGENIEUR CHEF DES ATELIERS,

[Signature]

*Monsieur Penicaud
committ. det de la bas
rallu de e cas
a remue a remue
DP. 24.4.57
Maison d'asile*

Pénicaud Joseph
13 rue Jules Ferry
Périgueux

Périgueux le 11 Avril 1954



Monsieur l'Ingénieur Chef
des Ateliers

Comme suite à votre lettre
du 10-4-1954 :

Je déclare sur l'honneur
ne pas me rappeler d'avoir eu une
activité rémunérée, pendant la
période du 8-9-44 au 23-7-45.

Veuillez agréer, Monsieur
l'Ingénieur, l'assurance de mes
sentiments respectueux

J. Pénicaud

42/e/15/4

Paris, le 12 avril 1957

DIRECTION DU PERSONNEL
88, Rue Saint-Lazare
N.R. : Pd. 435

PA
PB
17

no 82
EX-NT-1B
copie
note Gilman

15 AVR. 1957
SECRETARIAT

Monsieur le Directeur de la Région du SUD-OUEST,

Comme suite à notre lettre Pd 371 du 27 mars dernier, relative au calcul des salaires perdus par les agents ou ex-agents punis au titre de l'épuration administrative ayant obtenu l'annulation de leur sanction, je vous précise que, seuls, les agents ayant bénéficié d'un jugement d'annulation rendu par un Tribunal Administratif, d'un arrêt du Conseil d'Etat, ou encore d'une décision définitive d'annulation prononcée par le Ministre des Travaux Publics, sont intéressés par ces dispositions.

Je vous donne ci-dessous la liste de ces agents :

- Agents qui n'ont pas été exclus de la S.N.C.F. :

MM. TREUIL Eugène, AI à Bordeaux - Rétrogradé d'une échelle et déplacé dans l'intérêt du service, par décision du 6 juin 1956, annulée par T.A. le 29 juin 1955.

MORAND Etienne, RTP à Paris S.E. - Rayé des cadres le 6 janvier 1945, puis réintégré et rétrogradé de 2 échelles et déplacé dans l'intérêt du service du S.E. au S.O. le 5 novembre 1945.

- Sanction annulée par T.A. le 30 novembre 1955.

Agent exclu et réintégré ou réintégrable :

MM. ARAGON René, EM à Foix - Révoqué par décision du 7 août 1946, annulée par le C.E. le 10 novembre 1953.

CAVAGNARA Louis, CFRU à Nice - Révoqué par décision du 31 mars 1945, annulée par le M.T.P. le 19 septembre 1955 (réintégré pour ordre à Bordeaux et réformé).

- Agents exclus ayant atteint l'âge de la retraite avant l'annulation :

MM. JOUSSELIN Léon ^{SUP} à Bordeaux - Révoqué par décision du 8 juin 1945, décision annulée par le Conseil d'Etat le 3 février 1950.

JUGLAS Maurice, CRTZ à Bordeaux - Rayé des Cadres par décision du 25 juin 1945, annulée par le Conseil d'Etat le 1er juin 1949.

VILLETORTE Pierre, Agent technique à Bordeaux - Révoqué par décision du 25 juin 1945 annulée par T.A. le 28 juin 1955.

Ne sont donc pas intéressés :

1° - Les agents bénéficiaires seulement des dispositions des diverses lois d'amnistie.

2° - Les agents auxquels le Ministre des Travaux Publics a infligé deux sanctions successives, la seconde se substituant à la première ou l'annulant. Cette mesure n'étant la conséquence ni d'un jugement, ni d'une véritable décision gracieuse d'annulation, ne doit pas donner lieu à reconstitution de carrière.

P. LE DIRECTEUR,

Périgueux, le 23 Avril 1957

App.

OBJET: SALAIRE DES AGENTS
AYANT OBTENU L'AN-
NULATION DE LEUR
SANCTION D'EPURATION..

Monsieur le Chef de la Division du
SERVICE GENERAL - P.A.4.

VR. PA4 du 3 Avril 1957

1 Pièce

Compte
au pass au Tenu
Comme suite à votre transmission, référence ci-contre, de la lettre Pd. 371 du 27 Mars 1957, de Monsieur le Directeur du Personnel, relative aux salaires qu'auraient pu percevoir ceux de nos agents qui, ayant obtenu l'annulation de la sanction qui leur avait été infligée au titre de l'épuration administrative, ont bénéficié d'une reconstitution de carrière, j'ai l'honneur de vous indiquer ci-après les renseignements demandés :

1°) - AGENTS QUI N'ONT PAS ETE EXCLUS DE LA S.N.C.F. (RETROGRADES DEPLACES, etc..) -

Deux ex-agents des Ateliers de Périgueux, CBP2 CAILLAUD Marcel et le CBRO2 PENICAUD Joseph, rétrogradés respectivement CB2 et SCBRO ont obtenu l'annulation de leur sanction. Ci-après, les salaires qu'auraient pu percevoir les intéressés s'ils n'avaient pas été punis :

1°) - Cas du CBP2 CAILLAUD Marcel :

a) - Période de suspension :

Pendant cette période (du 16.10.44 au 30.4.45)
Monsieur CAILLAUD a perçu sa solde entière.

b) - Période comprise entre la date d'effet de la punition et celle de sa mise à la réforme (1.5.45 au 13.7.45) :

- Salaire total brut perçu par l'intéressé, y compris l'allocation de fin de carrière en qualité de CB2 : 30.943 Fr - cotisation Caisse des Retraites : 1.546 Fr.

- Salaire total brut qu'aurait pu percevoir l'intéressé, y compris l'allocation de fin de carrière, en qualité de CBP2 : 52.391 Fr, cotisation Caisse des Retraites : 2.664 Fr.

c) - Nous avons invité M. CAILLAUD à nous fournir une déclaration sur l'honneur, indiquant le montant des sommes qu'il aurait pu gagner au titre d'une autre activité, durant la période pendant laquelle il a été suspendu de la S.N.C.F. Malgré plusieurs rappels, l'intéressé n'a pas donné suite.

.../...

Périgueux, le 7 Mai 1957

App.

Monsieur le Chef de la Division du

OBJET: SALAIRE DES AGENTS
AYANT OBTENU L'ANNULATION DE LEUR
SANCTION D'EPURATION.-

SERVICE GENERAL - P.A.4. -

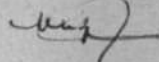
1 pièce

(Complément à notre lettre App. du 23.4.57)

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, une déclaration sur l'honneur de Monsieur CAILLAUD Marcel, indiquant qu'il n'a exercé aucune activité du 16.10.1944 au 30.4.45, période pendant laquelle il a été suspendu de la S.N.C.F.

D'autre part, vous nous avez fait connaître, par vos lettres PA4 du 25.6.51, que MM. CAILLAUD Marcel et PENICAUD Joseph avaient bénéficié de l'amnistie prévue par la Loi du 5.1.21, et retrouvaient leur ancien grade.

L'INGENIEUR CHEF DES ATELIERS,



Perigueux, le 2 mai 1957

Monsieur l'Ingénieur chef des Ateliers
de la S.N.C.F. à Perigueux -

Je déclare sur l'honneur, n'avoir eu aucune activité
et par conséquent aucun gain du 10-10-1944 au 30-4-45, période
pendant laquelle j'ai été suspendu de la S.N.C.F.

Fait à Perigueux, le 2 mai 1957

Blanc

J. Lalland 24 Boulevard de Beson
à Perigueux

S.N.C.F.

DIRECTION DU PERSONNEL

Pd 781

Paris le 10 juillet 1957

S.N.C.F.
RÉGION DU SUD-OUEST

26 JUIL 1957

N° 107

SECRÉTARIAT-TRACTION

Monsieur le Directeur
de la Région du Sud-Ouest,

Par lettre Pd 371 du 27 mars dernier, je vous ai demandé de bien vouloir m'indiquer le montant des pertes de salaires subies par nos agents ou ex-agents punis au titre de l'épuration et ayant obtenu l'annulation de leur sanction.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir ces renseignements - qui nous sont réclamés par le Ministère des Travaux Publics au fur et à mesure de leur établissement.

P. Le Directeur
Signé : ANDRÉ

DR - SO

N° 1966

M. le Chef du Service

~~EX-MT-VB-AS (DS-SM)~~

- pour la suite à donner
- à titre d'information

Paris, le 26 JUIL 1957

L'Ingénieur en Chef attaché à la Direction Régionale

DIRECTION DU PERSONNEL

N^o 665

Objet - Révision de la carrière des agents ayant obtenu l'annulation de leur sanction.

Paris, le 2 août 1957

SUD-OUEST

Messieurs les Directeurs des Régions,

Par lettre Pd 571 du 27 mars 1957, je vous ai indiqué de quelle manière il convenait de calculer les salaires de ceux de nos agents bénéficiaires de l'annulation de la sanction qui leur avait été infligée au titre de l'épuration administrative.

Je vous précise, à ce sujet, que nous communiquons au Ministère des Finances Publics les salaires bruts qu'auraient perçus les intéressés.

Il convient donc que vous assuriez que les cotisations pour la Caisse des Retraites (part ouvrière) et pour la Caisse de Prévoyance ont bien été effectivement retournées aux agents qui n'ont pas été exclus de la S.M.C.F. ; pour les agents qui ont été exclus, que la seule retenue pour la Caisse des Retraites (part ouvrière) a bien été opérée.

D'autre part, et comme suite à ma lettre Pd 761 du 10 juillet, je vous serais obligé de bien vouloir faire noter le plus possible le calcul de ces salaires et de me les adresser au fur et à mesure de leur établissement.

/LE DIRECTEUR

DR - SO

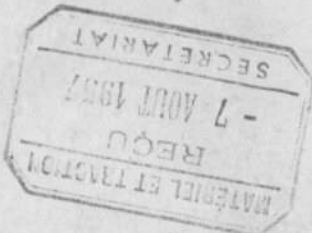
N^o 20/2
le Chef du Service

MT-VB-AS-DS-SM)

pour la suite à donner
titre d'information

Paris, le - 7 AOÛT 1957

en Chef assenti à la Direction Régionale



DIRECTION DU PERSONNEL

1ère Division

Section Pd

Pd 385

Monsieur PELLETIER

Président de l'Association de Défense
des Cheminots Français
60, Boulevard Soult, PARIS (12e)

Monsieur le Président,

Par lettre du 3 juin, vous m'avez indiqué qu'il était indispensable pour les agents ou ex-agents bénéficiant de l'annulation de la sanction prise à leur encontre par le Ministère des Travaux Publics et des Transports au titre de l'épuration administrative, de connaître le détail des différences entre les salaires qu'ils auraient perçus à la S.N.C.F. si cette sanction n'était pas intervenue et ceux qu'ils ont perçus réellement.

Lors des échanges de renseignements de cet ordre que nous avons eus jusqu'à présent avec les intéressés, nous leur avons donné les chiffres globaux, de même que, dans l'indication des gains réalisés par eux à l'extérieur, nous avons accepté de la part de plusieurs d'entre eux un chiffre total déclaré exact sur l'honneur, sans réclamer le détail par année, ni même le nom des employeurs.

Nous n'avons cependant pas d'objection à ce que les agents ou ex-agents présentent, lorsque cela leur est utile, une demande de renseignements à leurs Services qui feront leur possible pour leur donner le maximum d'indications.

Je tiens, toutefois, à vous signaler qu'il s'agit en général de calculs très compliqués étant donné les nombreux barèmes de traitements qui ont été appliqués depuis 1944 et que, le plus souvent, les calculs de base détaillés qui n'ont été établis qu'en un seul exemplaire fait à la main, ne pourront que leur être communiqués sur place.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

P. LE DIRECTEUR
LE CHEF ADJOINT,
signé : ANDRE .

Copie transmise à : Monsieur le Directeur de la Région du Sud-Ouest,

en le priant de faire le nécessaire pour que les agents ou ex-agents qui ont bénéficié d'une révision de leur carrière à la suite de l'annulation de leur sanction d'épuration soient renseignés, s'ils le demandent, sur les pertes de salaires qu'ils ont pu subir (cf ma lettre Pd 371 du 27 mars 1957).

Paris, le 16 Juin 1959

P. LE DIRECTEUR
LE CHEF ADJOINT,
signé : ANDRE .

DR-SO - 20.6.59
SECRETARIAT

Copie AS - EX - MT - VB -

signé : GILMAIRE

Semaines du 16 Décembre 1957 au 6 Janvier 1958

.....

Epuration. La

La Cour de Cassation a cassé, le 6 Décembre 1957, deux arrêts des 27 juin 1953 et 4 Novembre 1955 de la Cour d'Appel de Paris, qui condamnaient la SNCF à payer d'importants dommages-intérêts à deux agents exclus par décision du M.T.P. au titre de l'Epuration administrative. La Cour de Paris jugeait la SNCF responsable du préjudice subi par ses agents et les considérait comme n'ayant jamais quitté leur service.

La Cour de cassation consacre, au contraire, le principe de la rupture du Contrat de travail par le fait du Ministre: "Vu l'article 23 du Livre I du Code du Travail, Attendu qu'en vertu de ce texte, le contrat de louage de services, conclu sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'un seul des contractants; que l'auteur de la résiliation ne peut en conséquence être condamné à des dommages-intérêts envers l'autre partie que si celle-ci prouve contre lui, outre le préjudice subi, l'existence d'une faute qui lui soit légalement imputable dans l'exercice de son droit de mettre fin au contrat... Attendu que par suite de la contrainte qui s'imposait aux deux parties, le contrat de travail avait été rompu par la radiation des cadres; que, d'autre part, la procédure prévue par l'Ordonnance du 27 juin 1944 a été instituée uniquement dans l'intérêt général; et que la réparation des dommages imputables à de telles mesures d'épuration quand l'irrégularité en a été reconnue par la juridiction administrative, ne peut incomber aux employeurs. D'où il suit que l'arrêt attaqué a violé le texte susvisé".